

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DE LA MER, EN CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES SUR LE CLIMAT



Quelle prise en compte de l'environnement au sein des foyers ?

Analyse sociologique des pratiques domestiques des Français

JANVIER 2017

Au sein du logement, les pratiques de tri des déchets et les économies d'énergie sont deux façons pour les citoyens de réduire leur impact sur l'environnement. La récente enquête sur les pratiques environnementales des ménages montre que ces formes emblématiques d'implication sont largement mises en œuvre dans les foyers français. C'est tout particulièrement le cas du tri des déchets. Des différences importantes s'observent toutefois d'un ménage à l'autre, en fonction de l'intérêt que ceux-ci portent aux questions environnementales ou de leur capacité à agir. De même, l'âge, le lieu de vie ou la taille du foyer influent sur les pratiques déclarées par les enquêtés.

Au printemps 2016, une enquête consacrée aux pratiques environnementales des ménages a été conduite par le CGDD/SOeS auprès d'un échantillon représentatif de 4 258 personnes. Les données collectées permettent de saisir l'importance que les Français accordent à la gestion de leurs déchets et à leur consommation d'énergie dans leur vie quotidienne. Les résultats montrent aussi l'impact de certaines caractéristiques des ménages (âge, niveau de vie, type d'habitat, convictions, lieu de vie, taille du foyer, etc.) sur les pratiques déclarées.

UNE IMPLICATION DOMESTIQUE FORTEMENT LIÉE AU TRI DES DÉCHETS

Au sein du logement, les pratiques de tri des déchets sont largement mises en œuvre par les ménages : plus de huit Français sur dix déclarent en effet mettre régulièrement de côté le verre, le papier, les emballages et les piles afin qu'ils puissent être recyclés (graphique 1). Dans une moindre mesure, les boîtes de conserve et les ampoules sont également mises de côté par une grande majorité des enquêtés. Moins répandu, le tri des déchets organiques en vue de produire du compost ne concerne que 40 % des ménages.

81 % des Français déclarent toujours éteindre la lumière en quittant une pièce. Chez trois quarts des enquêtés, ce souci de sobriété énergétique se traduit aussi par un suivi systématique de la facture électrique. La température du chauffage fait par ailleurs l'objet d'une vigilance forte des ménages, tout particulièrement dans les chambres. Dans le salon, cette préoccupation semble en revanche moins communément partagée. L'extinction des appareils en veille se révèle quant à elle plus rare : près d'une personne sur quatre affirme même ne jamais éteindre complètement son téléviseur.

Graphique 1 : pratiques environnementales mises en œuvre au sein des ménages



Champ : France entière, sauf * France métropolitaine.

Source : CGDD/SOeS, Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, 2016

ENTRE ÉCONOMIES ET CONFORT : LE CAS DU CHAUFFAGE

Pour les ménages, faire des économies d'énergie n'est pas forcément perçu comme quelque chose d'aisé à mettre en œuvre : en métropole, 9 % des enquêtés jugent que c'est très difficile et 17 % plutôt difficile. À l'opposé, 14 % des personnes interrogées trouvent qu'économiser l'énergie est très facile et 23 % plutôt facile.

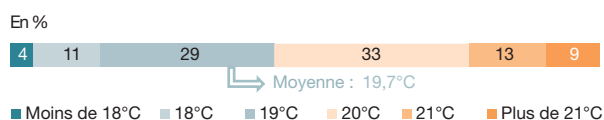
Sujet de désaccords domestiques dans un quart des foyers métropolitains composés de deux personnes ou plus, la température de chauffage du logement est une des difficultés que

Quelle prise en compte de l'environnement au sein des foyers ?

Analyse sociologique des pratiques domestiques des Français

rencontrent les ménages quand ils s'emploient à faire des économies d'énergie. En France métropolitaine, 45 % des ménages déclarent régler le chauffage de leur pièce principale à 19 °C ou moins, conformément au seuil réglementaire (art. R241-26 du Code de l'énergie). Inversement, plus de la moitié des enquêtés règlent leur thermostat à un niveau supérieur ou égal à 20 °C (graphique 2). En moyenne, les ménages déclarent chauffer leur pièce principale à 19,7 °C en hiver.

Graphique 2 : température de chauffage de la pièce principale en hiver



Source : CGDD/SOeS, Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, 2016

Dans un quart des foyers où vivent plusieurs personnes, la personne la plus frileuse influe fréquemment sur le réglage du thermostat. Par ailleurs, 21 % des enquêtés déclarent avoir régulièrement le « réflexe d'augmenter le chauffage » quand ils ont froid chez eux. À l'opposé, 27 % affirment n'avoir jamais un tel réflexe.

Près de deux tiers des ménages disposant d'une surface disponible supérieure à 50 m² par occupant (soit 28 % de l'échantillon métropolitain) possèdent une ou plusieurs pièces inoccupées chez eux. Durant l'hiver, 22 % de ces ménages chauffent ces espaces la plupart du temps, 33 % occasionnellement, 31 % rarement et 13 % jamais.

De manière générale, 79 % des Français ne semblent pas envisager de modifier leur installation de chauffage ; 14 % pensent le faire dans les prochaines années et 7 % ont d'ores et déjà prévu de tels travaux.

En matière d'isolation thermique, un tiers des ménages prévoit de tels travaux d'amélioration à plus ou moins long terme. Chez les propriétaires de maison individuelle, la principale raison de ne pas mettre en œuvre ces types de travaux tient au fait qu'ils sont satisfaits de leur système de chauffage et de leur isolation (58 %). Deuxième raison invoquée, le coût des travaux (28 %) est un frein important pour les ménages dont les moyens financiers sont contraints. Pour leur part, 11 % des propriétaires d'habitat individuel ne semblent pas exclure l'intérêt d'agir en ce sens, mais préfèrent remettre cela à plus tard. Enfin, une petite partie des répondants (3 %) explique son positionnement à l'égard d'éventuels travaux en précisant qu'elle ne sait pas comment il convient de procéder pour améliorer son isolation ou pour changer son système de chauffage.

LES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE : UNE PRISE EN COMPTE DIFFÉRENCIÉE

La vigilance à l'égard des coûts d'utilisation de l'électricité est une attitude partagée par trois quarts des Français. Une moindre proportion de ménages (20 %) ne suit l'évolution de sa facture d'électricité qu'occasionnellement, et une petite minorité (4 %) déclare ne pas vraiment s'y intéresser.

Au moment d'acheter un lave-linge, une large part des Français a été informée sur sa consommation d'énergie (81 %)

et d'eau (76 %). Une grande majorité d'entre eux déclare même tenir compte de cette information au moment de choisir leur équipement. L'information sur la consommation d'énergie semble moins systématique concernant les téléviseurs (55 %) et les équipements informatiques (36 %), souvent perçus comme moins énergivores.

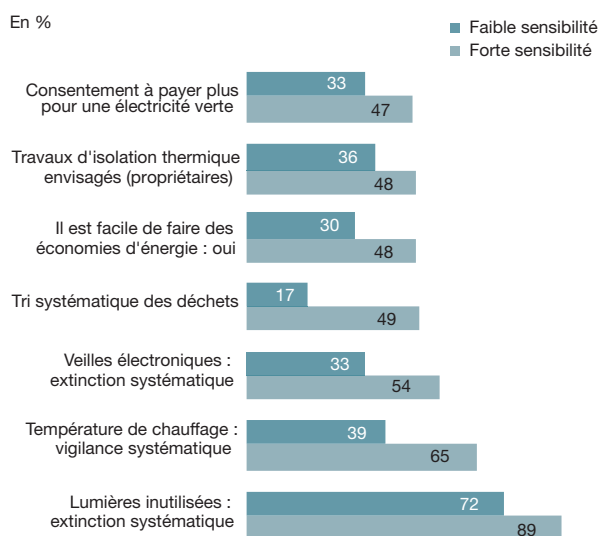
Depuis l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité, les consommateurs ont la possibilité de souscrire à des offres commerciales qui soutiennent le développement des énergies renouvelables. Pour bénéficier d'une « électricité verte », 64 % des ménages métropolitains ne se montrent pas disposés à consentir une quelconque augmentation de leur facture. 26 % des enquêtés sont prêts à l'envisager si cette hausse de la facturation n'excède pas 5 %. Enfin, une minorité de Français (11 %) semble accepter un surcoût supérieur à 5 % pour utiliser une électricité plus respectueuse de l'environnement.

LA SENSIBILITÉ ENVIRONNEMENTALE : UN DÉTERMINANT PRÉPONDERANT

L'analyse détaillée des résultats présentés ci-dessus montre que les efforts entrepris par les ménages pour changer leurs habitudes domestiques ne relèvent pas seulement d'une volonté de faire des économies financières en réduisant sa consommation énergétique. Dans de nombreux cas, le niveau d'engagement individuel est d'autant plus marqué quand les enquêtés sont fortement sensibles aux enjeux environnementaux.

Sur la base de deux variables complémentaires, un indicateur synthétique de sensibilité environnementale** (*méthodologie*) a été élaboré pour caractériser le positionnement des ménages. En observant le détail des réponses données, il apparaît que les convictions environnementales des ménages influent significativement sur leurs pratiques (graphique 3).

Graphique 3 : pratiques déclarées selon le niveau de sensibilité environnementale



Source : CGDD/SOeS, Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, 2016

Quelle prise en compte de l'environnement au sein des foyers ?

Analyse sociologique des pratiques domestiques des Français

Confirmant l'importance que les ménages les plus sensibles portent à la sobriété énergétique, les façons de se chauffer sont un exemple significatif des différences existantes : près de deux tiers des enquêtés les moins sensibles à l'environnement chauffent à 20 °C ou plus, contre moins de la moitié des plus sensibles. Chez les ménages les moins préoccupés par l'environnement, il est par ailleurs plus fréquent de monter le chauffage dès lors que le froid se fait sentir. De plus, ces ménages semblent davantage soumis aux dissensions domestiques relatives au chauffage, ceci allant probablement de pair avec la forte influence exercée par les personnes les plus frileuses sur le réglage thermostatique.

DES PRATIQUES LIÉES À L'ÂGE ET AU NIVEAU DE VIE

Un effet générationnel permet également d'expliquer la variabilité des pratiques de sobriété énergétique des ménages. Ainsi, 42 % des Français nés avant le milieu des années 1960 s'emploient fréquemment à économiser l'énergie chez eux, contre 33 % des enquêtés les plus jeunes. Ce souci d'économiser se traduit également par une plus forte propension à consulter attentivement sa facture d'électricité. À l'opposé, les moins de 25 ans sont surreprésentés quand il s'agit de ne pas éteindre la lumière en quittant une pièce ou d'augmenter automatiquement le chauffage quand ils ont froid. De même, alors qu'un tiers des enquêtés de 65 ans et plus trie systématiquement l'ensemble de leurs déchets, cette proportion n'est que d'une personne sur cinq du côté des moins de 25 ans. À l'inverse, c'est chez les enquêtés les plus âgés (58 % des 50 ans et plus, soit 12 points de plus que les moins de 35 ans) que les pièces inoccupées ont le plus fréquemment tendance à être chauffées en hiver. Pour autant, l'âge des enquêtés n'a pas d'incidence significative sur la température à laquelle ils déclarent chauffer leur salon.

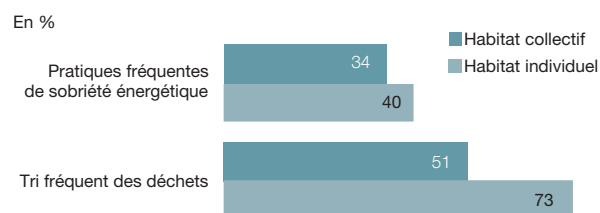
Par ailleurs, 43 % des moins de 35 ans sont disposés à accepter une augmentation de leur facture pour bénéficier d'une électricité « verte », soit 10 points de plus que les enquêtés les plus âgés. Ce consentement à payer s'observe également de manière plus marquée chez les ménages les plus aisés. Bénéficiant d'un plus grand nombre d'équipements électriques et d'une fréquente prise en charge de leurs déchets par un système de collecte sélective à domicile (66 % contre 53 % des ménages les plus modestes), les ménages dont le niveau de vie* (*méthodologie*) est élevé ne se montrent pourtant pas plus exemplaires en matière d'économies d'énergie ou de tri des déchets. Par ailleurs, le niveau de vie n'a pas d'incidence sur la vigilance des enquêtés à l'égard de leur facture énergétique. Ce n'est donc pas seulement pour des raisons économiques que les ménages les plus modestes ont davantage tendance à moins chauffer (48 % déclarent une température inférieure à 20 °C) que les ménages les plus aisés (41 %).

L'INFLUENCE DU LIEU DE VIE SUR LA CAPACITÉ D'ACTION DES MÉNAGES

En matière de gestion des déchets, la qualité de l'offre publique (collecteurs de proximité, collecte sélective à domicile) influe pour partie sur la capacité des ménages à mettre en œuvre des pratiques de tri. Selon le territoire où ils vivent, les Français n'ont pas la même capacité à agir. 53 % des ménages ne

bénéficiant pas d'une collecte sélective trient fréquemment leurs déchets, soit 20 points de moins que ceux qui disposent d'un tel service. Pour autant, d'autres facteurs influent sur l'implication des ménages en la matière. En effet, alors que la collecte sélective est bien moins développée en milieu rural (53 %) que dans l'agglomération parisienne (67 %), les ruraux ont deux fois plus tendance à trier systématiquement leurs déchets, y compris en l'absence de collecte sélective. Accentué par la sensibilité environnementale des enquêtés, ce phénomène s'observe dans les territoires de faible densité, indépendamment de l'âge des personnes enquêtées. C'est davantage la nature du logement qui peut expliquer pourquoi certains ménages déclarent trier moins fréquemment leurs déchets. Apparemment contraintes par la configuration de leur logement, les personnes vivant dans de petites surfaces (43 %) sont loin de trier autant que celles résidant dans de grands espaces (72 %). De même, le tri se révèle plus fréquent dans les maisons que dans les appartements (*graphique 4*). Élément explicatif, la part de la collecte sélective des déchets est bien plus importante en habitat individuel que dans le collectif.

Graphique 4 : comparaison des pratiques déclarées selon le type d'habitat



Source : CGDD/SOeS, Enquête sur les pratiques environnementales des ménages, 2016

Les différences observées en matière de déchets sont également présentes en matière de sobriété énergétique. Les pratiques étudiées dans l'enquête sont fréquemment mises en œuvre par 41 % des enquêtés en milieu rural, contre 30 % des habitants de l'agglomération parisienne. La moindre implication de ces derniers semble tenir au fait qu'ils trouvent plus difficile que les autres de faire des économies d'énergie. En revanche, 79 % des pièces inoccupées recensées dans l'enquête se situent dans des maisons individuelles et 62 % hors des grandes agglomérations. De plus, c'est également dans les maisons individuelles (57 % contre 50 % dans les immeubles) que les pièces inoccupées ont le plus fréquemment tendance à être chauffées en hiver.

En matière de chauffage, une distinction assez marquée apparaît entre deux zones géographiques : dans le Nord-Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), 58 % des enquêtés déclarent des températures inférieures à 20 °C, tandis que dans le Sud-Est (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse), ils ne sont que 35 % à répondre de même. Chez les premiers, la température moyenne déclarée se révèle bien inférieure (19,3 °C) à celle mesurée chez les seconds (20,1 °C).

L'ancienneté du logement a également une incidence sur les réponses données : 23 % des propriétaires vivant dans des logements construits après 2005 envisagent des travaux d'isolation de leur logement, contre 51 % de ceux qui résident dans un logement construit avant 1975.

CHANGER LES HABITUDES : ENTRE DÉCISION INDIVIDUELLE ET ARBITRAGES FAMILIAUX

Qu'il s'agisse des pratiques de tri ou du niveau de chauffage, aucune différence ne s'observe entre hommes et femmes. La configuration du ménage semble davantage expliquer certaines surreprésentations. Par exemple, la moitié des ménages propriétaires où vivent des enfants expriment l'intention de réaliser des travaux d'amélioration de l'isolation thermique. Inversement, la sobriété énergétique ne semble pas être la priorité des ménages dans lesquels il y a des enfants : 33 % d'entre eux mettent fréquemment en œuvre les pratiques étudiées dans l'enquête, soit 6 points de moins que dans les ménages où ne vivent pas d'enfants. En matière de chauffage, l'écart entre ces deux types de ménages atteint même 10 points, les familles avec enfants étant 63 % à chauffer à 20 °C ou plus. Si l'enquête révèle que les dissensions sur la température intérieure sont plus importantes dans les ménages composés de cinq personnes ou plus, il semble toutefois que c'est davantage le nombre de protagonistes qui explique les désaccords et pas spécifiquement la présence d'enfants.

Dans le même sens, la taille du ménage influe sur le jugement que portent les enquêtés à l'égard des économies d'énergie : 36 % des foyers composés de plus de quatre personnes considèrent qu'il est difficile de faire des économies d'énergie, contre 26 % des personnes vivant seules. Ces dernières sont au demeurant la catégorie de ménages déclarant chauffer le moins fort : la température moyenne est chez eux de 19,4 °C contre 19,9 °C dans les ménages composés de trois personnes ou plus. En revanche, plus de la moitié des pièces inoccupées recensées dans l'enquête sont situées dans des logements occupés par une personne seule.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête sur les pratiques environnementales des ménages (EPEM 2016) a été réalisée en mars 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 4 258 Français âgés de 18 ans et plus, sélectionnés selon la méthode des quotas : sexe, âge, profession-catégorie socioprofessionnelle (PCS niveau 1) de la personne de référence du ménage, catégorie d'agglomération, zone géographique et nombre de personnes au sein du foyer. La collecte des données a été effectuée par Ipsos, pour le compte du CGDD/SOeS. En métropole, 4 057 personnes

ont répondu au questionnaire par internet. À la Réunion, en Guadeloupe, Martinique et Guyane, 201 ménages ont été interrogés par téléphone.

Les résultats de cette enquête sur les pratiques environnementales des ménages n'ont pas vocation à se substituer aux données provenant d'enquêtes approfondies consacrées au logement, aux usages de l'énergie ou à la gestion des déchets. Sur la base d'un échantillon représentatif, cette étude a pour objectif principal d'étudier la question des usages domestiques afin de saisir ce qui relève ou pas des pratiques environnementales.

(*) Les niveaux de vie considérés comme « faibles » correspondent à 33 % des ménages, tandis que les niveaux de vie définis comme « forts » représentent 24 % des ménages de l'échantillon.

(**) L'indice de sensibilité écologique (ISE) est basé sur deux questions posées en début et en fin de questionnaire : les enquêtés sont d'abord invités à quantifier leur sensibilité écologique sur une échelle de 0 à 10 ; en conclusion, il leur est demandé s'ils jugent que les « menaces qui pèsent sur l'environnement sont exagérées ». En observant la répartition des réponses, un découpage a été opéré afin d'étudier deux populations distinctes (27 % de l'échantillon sont classés « faible ISE » et 22 % « fort ISE ») au regard de leur sensibilité.

Household involvement and environmental issues

A sociological analysis of French households' domestic habits

In the home, sorting of waste and energy saving are the two ways in which people can reduce their environmental impacts. A recent survey of households' environmental habits shows that these emblematic forms of involvement are widely practised in French households, especially waste sorting. There are, however, wide differences between households, depending on their interest in environmental issues or their capacity to act. Similarly, age, location and size of household also influence the habits declared by respondents.

Éric PAUTARD, SOeS

Dépôt légal : janvier 2017

ISSN : en cours

Impression : Bialec, Nancy (France), utilisant du papier issu de forêts durablement gérées.

Directeur de publication : Sylvain Moreau

Rédaction en chef : Anne Bottin

Coordination éditoriale : Céline Carrière

Maquettage et réalisation : Chromatiques, Paris

commissariat général au développement durable

Service de l'observation et des statistiques
Sous-direction de l'information environnementale
Tour Séquoia
92055 La Défense cedex
Mél. : diffusion.so.es.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

